



COMPTES CONSOLIDÉS

DU PREMIER SEMESTRE

2017

COMPTES CONSOLIDÉS

AU 30 JUIN 2017

CADRE GÉNÉRAL	4	Tableau des flux de trésorerie	11
Présentation du groupe Crédit Agricole Assurances	4	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	13
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	6	RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS	55
Bilan Actif	6	ATTESTATION DU RESPONSABLE DES COMPTES CONSOLIDÉS	56
Bilan Passif	7		
Compte de Résultat consolidé	8		
Résultat net et autres éléments du résultat global	9		
Tableau de variation des capitaux propres	10		

CADRE GÉNÉRAL

PRÉSENTATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE ASSURANCES

Crédit Agricole Assurances, société anonyme française administrée par un Conseil d'administration, est la holding du groupe Crédit Agricole qui regroupe, sous le contrôle de Crédit Agricole S.A., les participations du groupe dans les différentes compagnies d'assurance et de réassurance, en France et à l'étranger.

L'objet de Crédit Agricole Assurances est de prendre ou de gérer des participations dans les entreprises d'assurance ou de réassurance sans intervenir directement pour délivrer des garanties d'assurance ou pour prendre des engagements de réassurance.

Le groupe Crédit Agricole Assurances est soumis au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Renseignements juridiques et sociaux

- Dénomination sociale: CREDIT AGRICOLE ASSURANCES
- Forme : société anonyme à Conseil d'administration
- Siège : 50/56, rue de la Procession -75015 PARIS
- Capital : 1 490 403 670 euros (dernière modification 27 juillet 2016)
- Greffe d'immatriculation : Tribunal de commerce de Paris
- N° de gestion greffe : 2004 B 01471

Renseignements INSEE

- N° Siren : 451 746 077
- N° Siret siège : 451 746 077 00036
- Code NAF : 6420Z (Activités des sociétés holding)
- Catégorie juridique : 5599 (Société anonyme à conseil d'administration)

Renseignements fiscaux

- N° T.V.A : FR 27 451 746 077 (n° intracommunautaire)
- Régime T.V.A : Réel normal

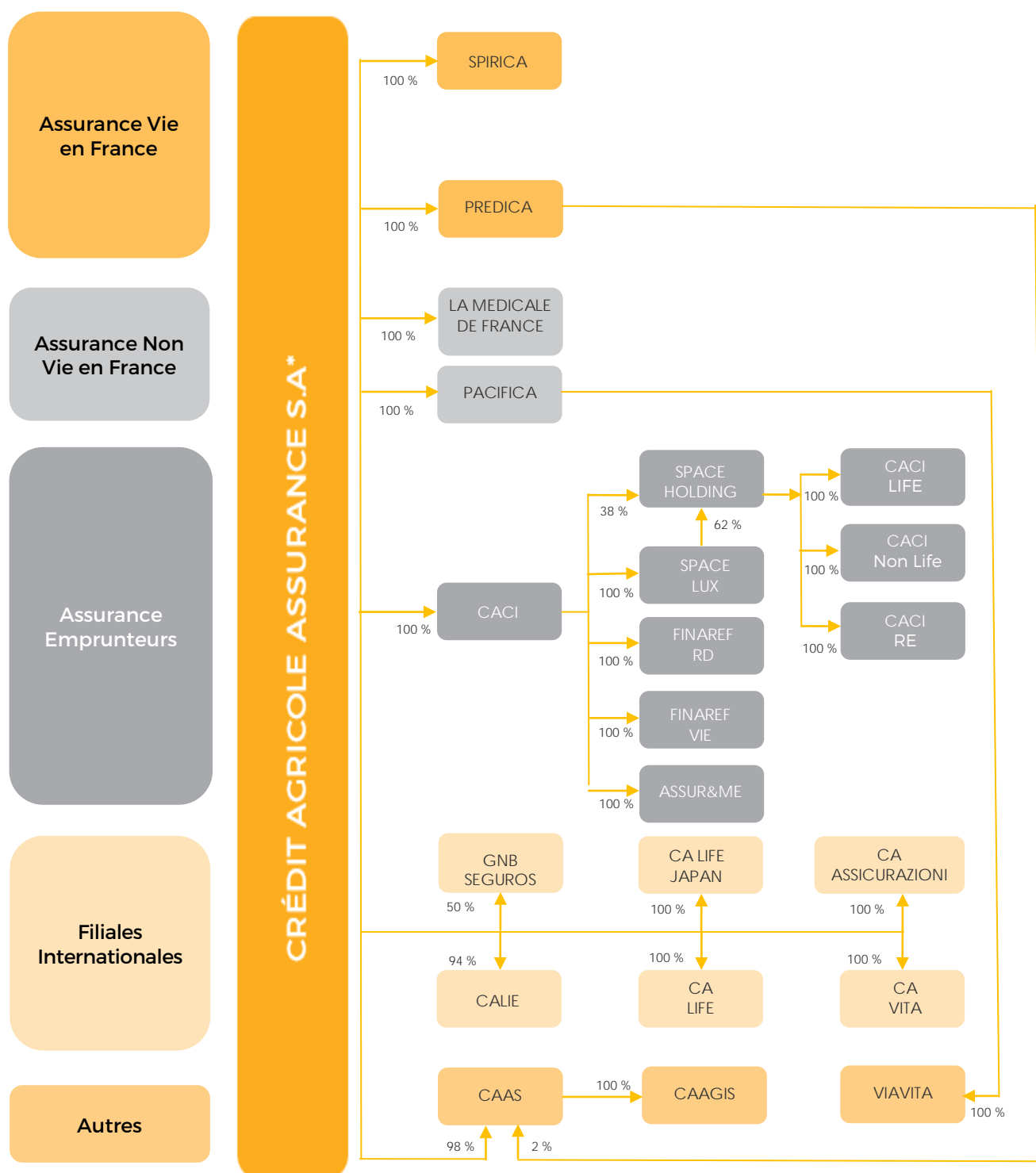
Actionnariat

Le capital de Crédit Agricole Assurances est constitué de 149 040 367 actions de 10 € chacune, détenues par :

- Crédit Agricole S.A : 99.99%
- Autres administrateurs : 0.01%

ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE ASSURANCES

L'organigramme ci-dessous représente le périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances, à l'exception des entités structurées consolidées, des entités mises en équivalence et des sociétés civiles immobilières.



*La holding Crédit Agricole Assurances S.A. est présentée en « autres » dans l'information sectorielle.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

BILAN ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30.06.2017	31.12.2016
Ecart d'acquisition		872	872
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance		7	7
Autres immobilisations incorporelles		282	268
Actifs incorporels		1 161	1 147
Immobilier de placement	Note 5.1	5 967	5 539
Immobilier de placement en UC	Note 5.1	-	-
Placements financiers	Note 5.2	289 702	286 863
Placements financiers en UC	Note 5.2	56 739	52 432
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés		1 696	1 819
Investissements dans les entreprises associées et co-entreprises	Note 5.6	3 099	1 927
Placements des activités d'assurance	Notes 5.1 à 5.6	357 203	348 580
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers		1 641	1 495
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles		219	221
Frais d'acquisition reportés		982	907
Participation aux bénéfices différée active	Note 5.10	-	-
Actifs d'impôt différé		39	32
Créances nées des opérations d'assurance et de réassurance acceptée		2 384	1 955
Créances nées des opérations de cessions en réassurance		49	77
Créance d'impôt exigible		187	190
Autres créances		2 911	4 777
Autres actifs		6 771	8 159
Actifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées ⁽¹⁾		275	576
Trésorerie et équivalents de trésorerie		910	1 292
TOTAL DE L'ACTIF		367 961	361 249

(1) Application d'IFRS 5 pour l'entité CA Life Greece

BILAN PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	30.06.2017	31.12.2016
Capital social ou fonds équivalents		1 490	1 490
Primes d'émission, de fusion et d'apport		7 375	7 375
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 378	2 782
Résultats cumulés et autres réserves		3 039	1 979
Résultat net consolidé de l'exercice		702	1 368
Capitaux propres du groupe Crédit Agricole Assurances		14 984	14 994
Participations ne donnant pas le contrôle		96	34
Capitaux propres totaux		15 080	15 028
Provisions pour risques et charges		152	165
Dettes subordonnées	Note 5.8	4 932	4 853
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire		2 207	2 192
Dettes de financement	Note 5.8	7 139	7 045
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance		140 233	134 658
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance UC		49 027	45 092
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	Note 5.9	189 260	179 750
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire		97 958	99 729
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire		58	81
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC		7 858	7 426
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers	Note 5.9	105 874	107 236
Participation aux bénéficiaires différée passive	Note 5.10	19 500	21 026
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers		314 634	308 012
Passifs d'impôt différé		540	477
Dettes d'exploitation représentées par des titres		-	-
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire		445	64
Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés		6 019	5 803
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée		1 639	1 880
Dettes nées des opérations de cessions en réassurance cédées		1 232	1 115
Dettes d'impôt exigible		29	42
Instruments dérivés passifs		13	71
Autres dettes		20 807	21 167
Autres passifs		30 724	30 619
Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées ⁽¹⁾		232	380
TOTAL DU PASSIF		367 961	361 249

(1) Application d'IFRS 5 pour l'entité CA Life Greece

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30.06.2017	30.06.2016
Primes émises	Note 6.1	16 272	16 832
Variation des primes non acquises		(561)	(474)
Primes acquises	Note 6.1	15 711	16 358
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités		67	55
Produits des placements		4 051	4 129
Charges des placements		(325)	(296)
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement		1 289	534
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat		1 619	(1 102)
Variation des dépréciations sur placements		(28)	(199)
Produits des placements nets de charges	Note 6.2	6 606	3 066
Charges des prestations des contrats	Note 6.3	(19 408)	(16 592)
Produits des cessions en réassurance		240	255
Charges des cessions en réassurance		(291)	(280)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance		(51)	(25)
Frais d'acquisition des contrats		(1 008)	(1 019)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés		-	-
Frais d'administration		(807)	(736)
Autres produits et charges opérationnels courants		(105)	(88)
Autres produits et charges opérationnels		(7)	(10)
Résultat opérationnel		998	1 009
Charges de financement	Note 5.8	(140)	(97)
Impôts sur les résultats	Note 6.4	(184)	(260)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession ⁽¹⁾		30	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		704	652
Participations ne donnant pas le contrôle		2	2
Résultat net (part du Groupe)		702	650

(1) Résultat de cession de CARE et application d'IFRS 5 pour l'entité CA Life Greece

RÉSULTAT NET ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2017	30.06.2016
Résultat net de l'ensemble consolidé	704	652
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-	-
Gains et pertes latents sur actifs destinés à être cédés	(2)	-
Comptabilité reflet brute sur gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôts comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence	(2)	-
Gains et pertes avant impôts comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	(4)	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(6)	-
Ecart de conversion	-	1
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(2 027)	4 591
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(119)	354
Comptabilité reflet brute d'impôt différé	1 684	(3 998)
Gains et pertes avant impôts comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence	(462)	948
Gains et pertes avant impôts comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du groupe des entités mises en équivalence	2	(3)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	62	(297)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	-	1
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	2
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(398)	651
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(404)	651
RÉSULTAT NET ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	300	1 303
Résultat net et autres éléments du résultat global - Part du Groupe	298	1 299
Résultat net et autres éléments du résultat global - Participations ne donnant pas le contrôle	2	3

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Part du groupe							Total part du groupe	Part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital social ou fonds équivalents	Primes d'émission de fusion et d'apport	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Réserves IAS recyclables liées aux variations de valeur par réserves	Réserves IAS non-recyclables liées aux variations de valeur par réserves	Résultats cumulés et Autres réserves				
SITUATION À LA CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2015	1 449	7 167	2 341	2 350	(9)	3 120	14 077	32	14 109	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	441	443	(2)	-	441	-	441	
Résultat net consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	1 368	1 368	6	1 374	
Total du résultat net et autres éléments du résultat global	-	-	441	443	(2)	1 368	1 809	6	1 815	
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	(1 063)	(1 063)	(4)	(1 067)	
Mouvements sur le capital	41	208	-	-	-	-	249	-	249	
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	(2)	(2)	-	(2)	
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Charges d'intérêts des dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	(77)	(77)	-	(77)	
Autres variations	-	-	-	-	-	1	1	-	1	
SITUATION À LA CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2016	1 490	7 375	2 782	2 793	(11)	3 347	14 994	34	15 028	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(404)	(398)	(6)	-	(404)	-	(404)	
Résultat net consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	702	702	2	704	
Total du résultat net et autres éléments du résultat global	-	-	(404)	(398)	(6)	702	298	2	300	
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	(261)	(261)	(5)	(266)	
Mouvements sur le capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	(4)	(4)	(6)	(10)	
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Charges d'intérêts des dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	(43)	(43)	-	(43)	
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	71	71	
SITUATION À LA CLÔTURE AU 30 juin 2017	1 490	7 375	2 378	2 395	(17)	3 741	14 984	96	15 080	

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte et conformément à la présentation préconisée par l'Autorité des Normes Comptables dans la recommandation n°2013-R-05 du 7 novembre 2013.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de Crédit Agricole Assurances.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de

participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

États Financiers Consolidés

(en millions d'euros)	30.06.2017	30.06.2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	910	1 877
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	445	(1 081)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE NETTE DE TRÉSORERIE PASSIVE	465	796
(en millions d'euros)	30.06.2017	30.06.2016
Résultat opérationnel	998	1 009
Plus et moins-values de cession des placements	(1 290)	(533)
Dotations nettes aux amortissements	49	49
Variation des frais d'acquisitions reportés	(74)	(36)
Variation des dépréciations	27	199
Dotations nettes aux passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance et des contrats financiers	7 872	6 253
Dotations nettes aux autres provisions	(2)	(51)
Variation de la juste valeur des placements et autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	(1 290)	1 023
Autres éléments sans décaissements de trésorerie compris dans le résultat opérationnel	(180)	(510)
Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement	5 112	6 394
Variation des créances et dettes d'exploitation	1 095	475
Variation des valeurs données ou reçues en pension	761	(506)
Impôts nets décaissés	(95)	(433)
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	7 871	6 939
Acquisitions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise	(723)	-
Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée	193	-
Prises de participation dans des entreprises associées	(63)	(78)
Cessions de participations dans des entreprises associées	72	-
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	(521)	(78)
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements d'actifs financiers	46 385	48 022
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions d'actifs financiers	(54 134)	(56 710)
Acquisitions et/ou émissions de placements et instruments dérivés des autres activités	-	-
Flux de trésorerie liés aux variations des placements financiers	(7 749)	(8 687)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5	1
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(64)	(59)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(59)	(57)
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(8 329)	(8 822)
Emissions d'instruments de capital	-	-
Dividendes payés	(247)	(253)
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et sociétaires	(247)	(254)
Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement	(6)	1 018
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement	(6)	(2)
Charges liées sur dettes de financement	(42)	(3)
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	(54)	1 013
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(301)	760
Flux de changement de méthode comptable	-	-
Autres flux de variation de trésorerie	-	-
Trésorerie ou équivalents de trésorerie au 1er janvier	1 228	1 901
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	7 871	6 939
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(8 329)	(8 822)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(301)	760
Autres variations non cash	-	-
Effet des variations de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(4)	18
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	465	796

NOTE 1 Principes et méthodes applicables dans le groupe Crédit Agricole Assurances, jugements et estimations utilisés

Normes applicables et comparabilité

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole Assurances au 30 juin 2017 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le Groupe Crédit Agricole Assurances sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2016 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002,

conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne.

NORMES PUBLIÉES PAR L'IASB ET ADOPTÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE AU 30 JUIN 2017

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier, pour Crédit Agricole Assurances :

NORMES, AMENDEMENTS OU INTERPRÉTATIONS	Date du règlement de l'Union Européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	1er janvier 2018
IFRS 9 Instruments financiers Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	1er janvier 2018

Norme IFRS 9 Instruments Financiers

La norme IFRS 9 *Instruments Financiers* est appelée à remplacer la norme IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Elle a été adoptée par l'Union Européenne le 22 novembre 2016 et publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 29 novembre 2016. Elle entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Les principales évolutions apportées par la norme

Classement et évaluation des actifs financiers

Sous IFRS 9, les critères de classement et d'évaluation dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié d'instrument de dette (i.e. prêt, avance, crédit, titre obligataire, part de fonds) ou d'instruments de capitaux propres (i.e. action).

S'agissant des instruments de dettes (prêts et titres à revenus fixes ou déterminables), la norme IFRS 9 s'appuie sur le modèle de gestion d'une part et sur l'analyse des caractéristiques contractuelles d'autre part, pour classer et évaluer les actifs financiers.

- Les trois modèles de gestion :
 - Le modèle de pure collecte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie ;

- Le modèle mixte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie et de céder l'actif s'il existe une opportunité ; et
- Le modèle de pure cession dont l'intention est de céder l'actif.
- Les caractéristiques contractuelles (test 'Solely Payments of Principal & Interests' ou test 'SPPI') :

Ce second critère est appliqué aux caractéristiques contractuelles du prêt ou du titre de dette pour en déduire l'éligibilité définitive de l'instrument à une catégorie comptable de classement et d'évaluation.

Lorsque l'instrument de dette a des flux de trésorerie attendus qui ne reflètent pas uniquement des éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts (i.e. taux simple), ses caractéristiques contractuelles sont jugées trop complexes et dans ce cas, le prêt ou le titre de dette est comptabilisé à la juste valeur par résultat quel que soit le modèle de gestion. Sont visés les instruments qui ne respectent pas les conditions du test 'SPPI'.

Sur cet aspect, le groupe Crédit Agricole Assurances est attentif à la publication en avril par l'IASB d'un exposé sondage relatif aux instruments de dettes avec des options de remboursement anticipé symétriques, et prendra en compte le cas échéant les conclusions de cet amendement lorsqu'il sera définitif.

Sur la base des critères énoncés ci-dessus :

- Un instrument de dette est comptabilisé au coût amorti à condition d'être détenu en vue d'en percevoir les flux de trésorerie représentatifs uniquement d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test SPPI.

- Un instrument de dette est comptabilisé à la juste valeur par capitaux propres recyclables à condition d'être dans un modèle mixte de collecte de flux de trésorerie et de revente en fonction des opportunités, sous réserve que ses caractéristiques contractuelles soient également représentatives d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test SPPI.
- Un instrument de dette qui n'est pas éligible à la catégorie coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables est enregistré en juste valeur par résultat. C'est le cas notamment des instruments de dette dont le modèle de gestion est de pure cession. Cela concerne également les parts d'OPCVM non consolidés qui sont des instruments de dette ne respectant pas le test SPPI indépendamment du modèle de gestion.
- 3ème étape : dans un troisième temps, dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité.

Concernant la deuxième étape, le suivi et l'estimation de la dégradation significative du risque de crédit peuvent être effectués sur une base individuelle de niveau transactionnel ou sur une base collective de niveau portefeuille en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques communes de risque de crédit. La démarche repose sur l'utilisation d'un large éventail d'informations, incluant des données historiques de pertes observées, des ajustements de nature conjoncturelle et structurelle, ainsi que des projections de pertes établies à partir de scénarii raisonnables.

Cette dégradation dépend du niveau de risque à la date de comptabilisation initiale et doit être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (3ème phase).

Afin d'apprécier la dégradation significative, Crédit Agricole Assurances s'inscrit dans le processus du groupe Crédit Agricole fondé sur deux niveaux d'analyse :

S'agissant des instruments de capitaux propres (investissements de type actions), ils doivent être, par défaut, comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction).

En synthèse, l'application du volet classement et évaluation d'IFRS 9 devrait conduire :

- à une augmentation des actifs à la juste valeur par résultat compte tenu du reclassement des OPCVM et de la majorité des instruments de capitaux propres dans cette catégorie ce qui entrainera une volatilité accrue du résultat ;
- au classement en juste valeur par capitaux propres recyclables ou au coût amorti des instruments de dette en fonction de la documentation du modèle de gestion documenté en date de première application.

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères absolus et relatifs qui s'imposent à l'ensemble des entités du Groupe ;

- Un deuxième niveau lié à l'appréciation en local de critères qualitatifs du risque porté par le Groupe sur ses portefeuilles pouvant conduire à durcir les critères de dégradation définis en premier niveau (bascule d'un portefeuille ou sous-portefeuille en phase 2 d'ECL à maturité).

En synthèse, le nouveau modèle de provisionnement d'IFRS 9 pourrait conduire à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements hors bilan ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales.

Dépréciation

La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation qui exige de comptabiliser les pertes de crédit attendues ('Expected Credit Losses' ou 'ECL') sur les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, sur les engagements de prêts et sur les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur, ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et créances commerciales.

Cette nouvelle approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues alors que dans le modèle de provisionnement d'IAS 39, elle est conditionnée par la constatation d'un événement objectif de perte avérée.

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et ceux attendus (incluant le principal et les intérêts).

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes :

- 1ère étape : dès la comptabilisation initiale de l'instrument (prêt, titre de dette, garantie...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2ème étape : dans un deuxième temps, si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes prévues sur sa durée de vie ;

Comptabilité de couverture

Sur la comptabilité de couverture (hors opérations de macro-couverture de juste valeur), la norme IFRS 9 prévoit des évolutions limitées par rapport à IAS 39. Les dispositions de la norme s'appliquent au périmètre suivant :

- Toutes les opérations de micro-couverture ; et
- Les opérations de macro-couverture de flux de trésorerie uniquement.

Les opérations de macro-couverture de Juste Valeur de risque de taux sont exclues et peuvent rester dans le champ d'IAS 39 (option).

Lors de la première application de la norme IFRS 9, deux possibilités sont offertes par la norme :

- Appliquer le volet « couverture » IFRS 9 ; ou
- Maintenir IAS 39 jusqu'à l'application d'IFRS 9 pour l'ensemble des relations de couverture (au plus tard lorsque le texte macro-couverture de Juste Valeur de taux sera adopté par l'Union Européenne).

Conformément à la décision du Groupe, Crédit Agricole Assurances n'appliquera pas ce volet de la norme.

Toutefois, des informations devront être fournies dans les annexes aux états financiers avec une granularité accrue sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers.

Le déploiement du projet dans le groupe Crédit Agricole

Crédit Agricole Assurances fait partie intégrante du projet Groupe qui s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 9 dans les délais requis, en associant l'ensemble des fonctions comptables, finances, risques et informatiques.

Les étapes du projet et les réalisations à date

Au premier semestre 2015, les travaux ont porté sur :

- L'analyse des dispositions de la norme, avec une attention particulière sur les changements induits par les nouveaux critères de classement et d'évaluation des actifs financiers et par la refonte du modèle de dépréciation du risque de crédit qui requiert de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues (ECL) ;
- L'identification des questions clés et des principaux sujets d'interprétation comptable à partir des premiers macro-chiffrages des impacts de la norme.

Après cette étape d'analyse et de diagnostic, Crédit Agricole Assurances a pris part à la phase de mise en œuvre du projet à partir de septembre 2015.

Par ailleurs, durant l'année 2016, Crédit Agricole Assurances a été associé aux principales réalisations qui ont concerné :

- Les chantiers normatifs avec l'identification des principaux impacts sur les états financiers et la définition du processus cible de provisionnement du Groupe qui se sont concrétisés par la rédaction d'un cadre méthodologique commun ;
- Les chantiers méthodologiques Groupe de définition des options possibles concernant la formule de calcul des provisions, la dégradation significative et le forward looking ;
- Des simulations provisoires des impacts de la nouvelle norme sur les états financiers et les fonds propres prudentiels, notamment pour répondre au mieux aux demandes de l'Autorité Bancaire Européenne au niveau du groupe Crédit Agricole. Ces travaux ont été effectués sur la base des données comptables au 31 décembre 2015 de niveau Groupe ;
- Les chantiers informatiques avec des impacts majeurs dans les systèmes d'information, impliquant des travaux de spécifications sur les outils Risques et Finance et des choix d'outils mutualisés, à savoir : un outil central de provisionnement et pour les titres de dettes côtés et un outil d'analyse des caractéristiques contractuelles permettant l'industrialisation du test SPPI.

L'ensemble de ces travaux de déploiement se poursuivent en 2017 et ont intégré des chiffrages d'impact sur la base des états financiers au 31 décembre 2016 afin de répondre notamment à la demande de l'Autorité Bancaire Européenne (EBA). Ces travaux seront finalisés courant 2017.

Transition

La norme IFRS 9 est d'application rétrospective à compter du 1er janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, Crédit Agricole Assurances ne prévoit pas de retraiter les états financiers présentés en comparaison avec ceux de l'année 2018.

Amendement à IFRS 4 « Applying IFRS 9 Financial Instruments with IFRS 4 Insurance Contracts »

L'IASB a publié un amendement à IFRS 4 (phase I) *Contrats d'assurance* proposant aux entreprises ayant des activités d'assurance deux approches optionnelles visant à limiter les

effets du décalage d'application entre IFRS 9 et IFRS 17, la norme sur l'évaluation des passifs d'assurance.

Selon les options retenues par le groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole Assurances appliquera la norme IFRS 9 dès le 1er janvier 2018.

Crédit Agricole Assurances prend connaissance de l'ouverture permettant le report d'IFRS 9 jusqu'au 1er janvier 2021 pour les filiales assurance de groupes bancaires. Cette dernière découle du vote du Comité de la Réglementation Comptable (ARC) le 29 juin 2017.

Norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

La norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (conformément au règlement UE 2016/1905). L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » qui apporte des précisions complémentaires est en cours d'adoption par l'Union Européenne et devrait entrer en vigueur à la même date.

Pour la première application de cette norme, le groupe Crédit Agricole Assurances a choisi la méthode rétrospective modifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif au 1er janvier 2018, sans comparatif au niveau de l'exercice 2017, et en indiquant en annexe les éventuelles incidences de la norme sur les différents postes des états financiers.

La norme IFRS 15 remplacera les normes IAS 11 *Contrats de construction*, IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15 *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18 *Transferts d'actifs provenant de clients* et SIC 31 *Produits des activités ordinaires - opérations de troc* impliquant des services de publicité.

Elle regroupe dans un texte unique les principes de comptabilisation des revenus issus des ventes de contrats à long terme, ventes de biens, ainsi que des prestations de services qui n'entrent pas dans le champ d'application des normes relatives aux instruments financiers (IAS 39), aux contrats d'assurance (IFRS 4) ou aux contrats de location (IAS 17). Elle introduit des concepts nouveaux qui pourraient modifier les modalités de comptabilisation de certains revenus.

Sur la base des conclusions de l'étude d'impact menée au cours de ce semestre, le Groupe estime que la mise en œuvre de la norme IFRS 15 n'aura pas d'impact significatif sur les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2018.

En l'état actuel de ses analyses, Crédit Agricole Assurances n'attend pas d'impacts significatifs sur son résultat.

NORMES PUBLIÉES PAR L'IASB MAIS NON ADOPTÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE AU 30 JUIN 2017

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2017 mais non encore adoptées par l'Union Européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union Européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2017.

Cela concerne en particulier la norme IFRS 16 et la norme IFRS 17.

La norme IFRS 16 *Contrats de location* remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC 15 *Avantages dans les contrats de location* et SIC 27 *Evaluation de la*

substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Une étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole Assurances est en cours de réalisation avec des premiers résultats attendus d'ici la fin de l'année 2017.

La norme IFRS 17 *Contrats d'assurance* publiée par l'IASB en mai 2017 est amenée à remplacer la norme IFRS 4 *Contrats d'assurance*. Elle définit de nouveaux principes en matière de valorisation, de comptabilisation des passifs des contrats d'assurance et d'appréciation de leur profitabilité. La norme IFRS 17 entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021, sous réserve d'adoption par l'Union Européenne. Courant 2017, le groupe Crédit Agricole Assurances a lancé un projet afin :

- d'identifier et évaluer l'ensemble des enjeux liés à la définition et l'application de la norme IFRS 17,
- d'anticiper les impacts de la norme au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances.

Par ailleurs, plusieurs amendements et une interprétation à des normes existantes ont été publiés par l'IASB, sans enjeu

majeur pour le Groupe, qui s'appliquent respectivement au 1er janvier 2017 et au 1er janvier 2018 sous réserve de leur adoption par l'Union européenne. Il s'agit d'une part des amendements à IAS 7 *Etat des flux de trésorerie*, à IAS 12 *Impôts sur le résultat* et à IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. Et d'autre part, il s'agit des amendements à IFRS 2 *Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions*, IAS 40 *Immeubles de placement*, IAS 1 *Présentation des états financiers* et à IAS 28 *Participations dans des entreprises associées*, et de l'interprétation IFRIC 22 *Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée*.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016 de Crédit Agricole Assurances et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de Crédit Agricole Assurances sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Dans le cadre de la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés, les estimations comptables nécessitant la formulation d'hypothèses sont utilisées pour l'évaluation des mêmes postes des états financiers que dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

NOTE 2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Cession de CARE

La filiale de réassurance CARE a été cédée le 18 mai 2017. Cette cession a engendré un résultat net d'impôt de 30,4 millions d'euros pour le groupe. Ce résultat est isolé sur la ligne spécifique « Résultats des activités destinées à être cédées ou abandonnées ».

Nouvel employeur commun

L'entité CAAS est le nouvel employeur commun des entités CAA, CAAGIS, CACI et Predica. Cette entité est entrée dans le périmètre de consolidation au 1^{er} avril 2017.

NOTE 3 Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'événement significatif entre la date de clôture 30 juin 2017 et la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

NOTE 4 Information sectorielle

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Comité Exécutif pour le pilotage du groupe Crédit Agricole Assurances, l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Les secteurs opérationnels présentés dans le reporting interne correspondent aux métiers du Groupe.

Au sein de Crédit Agricole Assurances, les activités sont organisées en 5 segments opérationnels.

Le segment « **Vie France** » regroupe les opérations d'assurance vie, épargne, retraite et prévoyance réalisées par les entités françaises du Groupe.

Le segment « **Dommages France** » regroupe principalement les produits d'assurances automobile, habitation, agricoles, garantie des accidents de la vie et la santé commercialisés en France.

Le segment « **Emprunteurs** » regroupe les activités d'assurances emprunteurs exercées en France (à l'exception de celles portées par Predica incluses dans le segment vie France) et à l'étranger.

Le segment « **International** » regroupe les activités vie et dommages réalisées à l'étranger.

Le segment « **Autres** » regroupe principalement les activités de la holding et de réassurance.

L'analyse géographique des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

Compte de résultat sectoriel

(en millions d'euros)	30.06.2017						Total
	Vie France	Dommages France	International	Emprunteurs	Autres	Intragroupes	
Primes émises	11 517	2 325	2 436	527	-	(533)	16 272
Variation des primes non acquises	(2)	(485)	(2)	(72)	-	-	(561)
Primes acquises	11 515	1 840	2 434	455	-	(533)	15 711
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	13	38	21	-	7	(12)	67
PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES	5 928	93	552	15	177	(159)	6 606
Charges des prestations des contrats	(15 582)	(1 422)	(2 865)	(130)	-	591	(19 408)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	3	(16)	53	(14)	-	(77)	(51)
Frais d'acquisition des contrats	(408)	(262)	(103)	(273)	-	38	(1 008)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'administration	(600)	(124)	(30)	(14)	-	(39)	(807)
Autres produits et charges opérationnels courants	(50)	(27)	(9)	(4)	(37)	22	(105)
Autres produits et charges opérationnels	-	-	-	-	(7)	-	(7)
Résultat opérationnel	819	120	53	35	140	(169)	998
Charges de financement	(146)	(11)	(9)	(7)	(136)	169	(140)
Impôts sur les résultats	(155)	(39)	(10)	(5)	25	-	(184)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	1	-	-	-	29	-	30
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	519	70	34	23	58	-	704
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	2	-	-	-	2
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)	519	70	32	23	58	-	702

30.06.2016

(en millions d'euros)	Vie France	Dommmages France	International	Emprunteurs	Autres	Intragroupes	Total
Primes émises	11 989	2 129	2 770	507	39	(602)	16 832
Variation des primes non acquises	(2)	(423)	(8)	(27)	(13)	(1)	(474)
Primes acquises	11 987	1 706	2 762	480	26	(603)	16 358
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	7	37	16	-	7	(12)	55
PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES	2 943	74	15	15	137	(118)	3 066
Charges des prestations des contrats	(13 121)	(1 294)	(2 694)	(124)	(9)	648	(16 592)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	4	(18)	72	(16)	(1)	(66)	(25)
Frais d'acquisition des contrats	(398)	(244)	(96)	(305)	(8)	33	(1 019)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'administration	(588)	(116)	(28)	(17)	(1)	13	(736)
Autres produits et charges opérationnels courants	(2)	(25)	3	(4)	(38)	(22)	(88)
Autres produits et charges opérationnels	-	-	-	-	(10)	-	(10)
Résultat opérationnel	832	120	50	29	103	(127)	1 009
Charge de financement	(107)	(8)	(9)	(7)	(92)	126	(97)
Impôts sur les résultats	(202)	(40)	(12)	(6)	-	-	(260)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	524	72	29	16	11	-	652
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	2	-	-	-	2
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)	524	72	27	16	11	-	650

Bilan sectoriel

(en millions d'euros)	30.06.2017						Total
	Vie France	Dommages France	International	Emprunteurs	Autres	Intragroupes	
Ecart d'acquisition	486	70	36	280	-	-	872
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	-	-	7	-	-	-	7
Autres immobilisations incorporelles	160	47	14	47	14	-	282
Actifs incorporels	646	117	57	327	14	-	1 161
Immobilier de placement	5 879	83	-	5	-	-	5 967
Immobilier de placement en UC	-	-	-	-	-	-	-
Placements financiers	260 576	3 881	12 785	741	17 872	(6 153)	289 702
Placements financiers en UC	47 334	-	9 405	-	-	-	56 739
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	1 694	-	2	-	-	-	1 696
Investissements dans les entreprises associées et co-entreprises	3 099	-	-	-	-	-	3 099
Placements des activités d'assurance	318 582	3 964	22 192	746	17 872	(6 153)	357 203
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats financiers	-	-	-	-	-	-	-
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance	873	435	7 122	278	-	(7 067)	1 641
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats financiers et d'assurance	873	435	7 122	278	-	(7 067)	1 641
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	143	68	1	-	7	-	219
Frais d'acquisition reportés	1	146	31	804	-	-	982
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-	-	-
Actifs d'impôt différé	9	-	30	-	-	-	39
Créances nées des opérations d'assurance et de réassurance acceptée	405	1 835	14	151	-	(21)	2 384
Créances nées des opérations de cessions en réassurance	-	6	45	31	-	(33)	49
Créances d'impôt exigible	158	19	7	2	1	-	187
Autres créances	2 375	78	412	27	104	(85)	2 911
Autres actifs	3 091	2 152	540	1 015	112	(139)	6 771
Actifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées	-	-	275	-	-	-	275
Trésorerie et équivalents de trésorerie	279	26	463	41	101	-	910
TOTAL DE L'ACTIF	323 471	6 694	30 649	2 407	18 099	(13 359)	367 961

(en millions d'euros)	30.06.2017						Total
	Vie France	Dommages France	International	Emprunteurs	Autres	Intragroupes	
Provisions pour risques et charges	59	36	2	-	55	-	152
Dettes subordonnées	5 537	377	344	218	4 491	(6 035)	4 932
Dettes de fin envers les entreprises du secteur bancaire	1 094	-	-	20	1 112	(19)	2 207
Dettes de financement	6 631	377	344	238	5 603	(6 054)	7 139
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	126 059	5 164	7 398	1 724	-	(112)	140 233
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC	40 804	-	8 223	-	-	-	49 027
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	166 863	5 164	15 621	1 724	-	(112)	189 260
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire	92 457	-	12 457	-	-	(6 956)	97 958
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire	-	-	58	-	-	-	58
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC	6 643	-	1 215	-	-	-	7 858
Passifs techniques relatifs aux contrats financiers	99 100	-	13 730	-	-	(6 956)	105 874
Participation aux bénéfices différée passive	19 036	-	464	-	-	-	19 500
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	284 999	5 164	29 815	1 724	-	(7 068)	314 634
Passifs d'impôt différé	468	52	4	9	7	-	540
Dettes d'exploit envers les entreprises du secteur bancaire	408	21	-	5	11	-	445
Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés	6 019	-	-	-	-	-	6 019
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	951	444	118	177	-	(51)	1 639
Dettes nées des opérations de cessions en réassurance cédées	910	124	30	170	-	(2)	1 232
Dettes d'impôt exigible	1	2	15	3	8	-	29
Instruments dérivés passifs	1	-	12	-	-	-	13
Autres dettes	20 211	303	209	64	204	(184)	20 807
Autres passifs	28 969	946	388	428	230	(237)	30 724
Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées	-	-	232	-	-	-	232
TOTAL DU PASSIF HORS FONDS PROPRES	320 658	6 523	30 781	2 390	5 888	(13 359)	352 881

31.12.2016

(en millions d'euros)	Vie France	Dommages France	International	Emprunteurs	Autres	Intragroupes	Total
Ecart d'acquisition	485	70	37	280	-	-	872
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance	-	-	7	-	-	-	7
Autres immobilisations incorporelles	153	46	14	39	16	-	268
Actifs incorporels	638	116	58	319	16	-	1 147
Immobilier de placement	5 454	80	-	5	-	-	5 539
Immobilier de placement en UC	-	-	-	-	-	-	-
Placements financiers	258 722	3 757	12 484	619	17 229	(5 948)	286 863
Placements financiers en UC	44 245	-	8 187	-	-	-	52 432
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	1 818	-	1	-	-	-	1 819
Investissements dans les entreprises associées et co-entreprises	1 927	-	-	-	-	-	1 927
Placements des activités d'assurance	312 166	3 837	20 672	624	17 229	(5 948)	348 580
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats financiers	-	-	-	-	-	-	-
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance	827	343	6 868	271	-	(6 814)	1 495
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats financiers et d'assurance	827	343	6 868	271	-	(6 814)	1 495
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	145	69	-	2	6	(1)	221
Frais d'acquisition reportés	2	114	24	767	-	-	907
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-	-	-
Actifs d'impôt différé	9	-	23	-	-	-	32
Créances nées des opérations d'assurance et de réassurance acceptée	551	1 339	3	135	-	(73)	1 955
Créances nées des opérations de cessions en réassurance	2	17	16	44	-	(2)	77
Créance d'impôt exigible	172	5	4	8	1	-	190
Autres créances	3 786	72	882	44	43	(50)	4 777
Autres actifs	4 667	1 616	952	1 000	50	(126)	8 159
Actifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées	-	-	285	-	291	-	576
Trésorerie et équivalents de trésorerie	711	56	417	33	75	-	1 292
TOTAL DE L'ACTIF	319 009	5 968	29 252	2 247	17 661	(12 888)	361 249

31.12.2016

<i>(en millions d'euros)</i>	Vie France	Dommages France	International	Emprunteurs	Autres	Intragroupes	Total
Provisions pour risques et charges	90	35	2	2	36	-	165
Dettes subordonnées	5 434	366	339	214	4 415	(5 915)	4 853
Dettes de fin envers les entreprises du secteur bancaire	1 097	-	-	20	1 094	(19)	2 192
Dettes de financement	6 531	366	339	234	5 509	(5 934)	7 045
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	121 574	4 442	7 123	1 632	-	(113)	134 658
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC	37 931	-	7 161	-	-	-	45 092
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	159 505	4 442	14 284	1 632	-	(113)	179 750
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire	94 413	-	12 017	-	-	(6 701)	99 729
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire	1	-	80	-	-	-	81
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC	6 313	-	1 113	-	-	-	7 426
Passifs techniques relatifs aux contrats financiers	100 727	-	13 210	-	-	(6 701)	107 236
Participation aux bénéfices différée passive	20 552	-	474	-	-	-	21 026
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	280 784	4 442	27 968	1 632	-	(6 814)	308 012
Passifs d'impôt différé	370	62	4	9	32	-	477
Dettes d'exploit envers les entreprises du secteur bancaire	33	31	-	-	-	-	64
Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés	5 803	-	-	-	-	-	5 803
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptés	1 104	527	126	146	-	(23)	1 880
Dettes nées des opérations de cessions en réassurance cédées	862	74	71	161	-	(53)	1 115
Dettes d'impôt exigible	-	21	16	2	2	1	42
Instruments dérivés passifs	60	-	11	-	-	-	71
Autres dettes	20 285	194	601	57	94	(64)	21 167
Autres passifs	28 517	909	829	375	128	(139)	30 619
Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées	-	-	239	-	141	-	380
TOTAL DU PASSIF HORS FONDS PROPRES	315 922	5 752	29 377	2 243	5 814	(12 887)	346 221

NOTE 5 Notes relatives au bilan

5.1 Immobilier de placement

5.1.1 IMMEUBLES DE PLACEMENT (HORS UNITÉS DE COMPTE)

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2016	Variation de périmètre	Dotations/ Hausses	Reprises / Diminutions	Ecart de conversion	Autres variations	30.06.2017
Valeur brute	5 561	-	949	(632)	-	112	5 990
Amortissements et dépréciations	(22)	-	(1)	-	-	-	(23)
VALEUR NETTE DES IMMEUBLES DE PLACEMENT	5 539	-	948	(632)	-	112	5 967

5.1.2 JUSTE VALEUR DES IMMEUBLES DE PLACEMENT

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur de marché estimée au 30.06.2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Valeur au bilan au 30.06.2017
Immeubles de placement	8 367	-	8 367	-	5 967
TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	8 367	-	8 367	-	5 967

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur de marché estimée au 31.12.2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Valeur au bilan au 31.12.2016
Immeubles de placement	8 213	-	8 213	-	5 539
TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	8 213	-	8 213	-	5 539

5.2 Autres placements financiers par nature

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou une dette réglée entre des parties avisées, consentantes dans une transaction conclue à des conditions normales.

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt. Celles-ci sont donc susceptibles d'évoluer dans le temps en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

(en millions d'euros)	30.06.2017	
	Valeur au bilan	Juste valeur
Actions et autres titres à revenus variables	25 317	25 317
Obligations et autres titres à revenus fixes	202 751	202 751
Actifs disponibles à la vente	228 068	228 068
Obligations et autres titres à revenus fixes	10 817	13 431
Actifs détenus à l'échéance	10 817	13 431
Actions et autres titres à revenus variables	16 158	16 158
Obligations et autres titres à revenus fixes	31 992	31 992
Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option	48 150	48 150
Prêts et créances	2 667	2 659
Placements financiers	289 702	292 308
Immobilier de placement ⁽¹⁾	5 967	8 367
Instruments dérivés	1 696	1 696
Placements du fonds général (A)	297 365	302 371
Placements financiers UC	56 739	56 739
Immobilier de placement UC ⁽¹⁾	-	-
Placements des contrats en unités de compte (B)	56 739	56 739
Investissement dans les entreprises associées et co-entreprises	3 099	3 739
Placements dans les entreprises associées et co-entreprises (C)	3 099	3 739
TOTAL PLACEMENTS (A) + (B) + (C)	357 203	362 849

(1) La juste valeur des immeubles de placement est estimée « à dire d'expert ».

(en millions d'euros)	31.12.2016	
	Valeur au bilan	Juste valeur
Actions et autres titres à revenus variables	26 232	26 232
Obligations et autres titres à revenus fixes	203 241	203 241
Actifs disponibles à la vente	229 473	229 473
Obligations et autres titres à revenus fixes	11 098	13 806
Actifs détenus à l'échéance	11 098	13 806
Actions et autres titres à revenus variables	15 008	15 008
Obligations et autres titres à revenus fixes	28 504	28 504
Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option	43 512	43 512
Prêts et créances	2 780	2 768
Placements financiers	286 863	289 559
Immobilier de placement ⁽¹⁾	5 539	8 213
Instruments dérivés	1 819	1 819
Placements du fonds général (A)	294 221	299 591
Placements financiers UC	52 432	52 432
Immobilier de placement UC ⁽¹⁾	-	-
Placements des contrats en unités de compte (B)	52 432	52 432
Investissement dans les entreprises associés et co-entreprises	1 927	2 311
Placements dans les entreprises associées et co-entreprises (C)	1 927	2 311
TOTAL PLACEMENTS (A) + (B) + (C)	348 580	354 334

(1) La juste valeur des immeubles de placement est estimée « à dire d'expert ».

(en millions d'euros)	30.06.2017	31.12.2016
Actifs immobiliers	-	-
Actions et autres titres à revenus variables	34 685	29 670
Effets publics et valeurs assimilées	249	333
Obligations et autres titres à revenus fixes	12 699	14 136
OPCVM obligataires	9 106	8 293
PLACEMENTS FINANCIERS UC	56 739	52 432

5.3 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre les participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion d'exit price).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes, en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique. Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se

matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des instruments financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13 :

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur un marché actif.
- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1.
- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

Les caractéristiques de ces niveaux de juste valeur sont détaillées dans le paragraphe sur la détermination de la juste valeur des instruments financiers de la Note 1.

5.3.1 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT

Actifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	Valeur au bilan 30.06.2017	Juste valeur au 30.06.2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	4 668	4 659	-	4 266	393
Comptes et prêts à terme	62	62	-	62	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	2 000	2 000	-	2 000	-
Prêts subordonnés	-	-	-	30	(30)
Autres concours	2 606	2 597	-	2 174	423
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
Créances de réassurance	2 433	2 433	-	10	2 421
Créances nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	2 384	2 384	-	10	2 373
Créances nées d'opérations de cession en réassurance	49	49	-	-	48
Trésorerie et équivalents de trésorerie	910	899	-	890	9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	910	899	-	890	9
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10 818	13 431	13 431	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	7 816	9 556	9 556	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 002	3 875	3 875	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	18 829	21 422	13 431	5 166	2 823

(en millions d'euros)	Valeur au bilan 31.12.2016	Juste valeur au 31.12.2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	6 036	6 024	-	5 581	443
Comptes et prêts à terme	102	102	-	102	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	3 256	3 256	-	3 256	-
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-
Autres concours	2 678	2 666	-	2 223	443
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
Créances de réassurance	2 032	2 032	-	-	2 032
Créances nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	1 955	1 955	-	-	1 955
Créances nées d'opérations de cession en réassurance	77	77	-	-	77
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 292	1 292	-	1 292	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 292	1 292	-	1 292	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	11 098	13 806	13 806	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	8 039	9 872	9 872	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 059	3 934	3 934	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	20 458	23 154	13 806	6 873	2 475

Passifs comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	Valeur au bilan 30.06.2017	Juste valeur au 30.06.2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes de financement	7 139	7 013	-	6 685	328
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	2 207	2 184	-	2 184	-
Dettes de financement représentées par un titre	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	4 932	4 829	-	4 501	328
Autres dettes de financement	14 492	14 473	-	14 473	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	14 492	14 473	-	14 473	-
Dettes envers la clientèle	3 316	3 316	-	450	2 867
Dettes nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	1 639	1 639	-	5	1 635
Dettes nées des opérations de cession en réassurance cédées	1 232	1 232	-	-	1 232
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	445	445	-	445	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	24 947	24 802	-	21 608	3 195

(en millions d'euros)	Valeur au bilan 31.12.2016	Juste valeur au 31.12.2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes de financement	7 045	7 003	-	6 581	422
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	2 192	2 189	-	2 189	-
Dettes de financement représentées par un titre	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	4 853	4 814	-	4 392	422
Autres dettes de financement	14 988	14 988	-	14 988	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	14 988	14 988	-	14 988	-
Dettes envers la clientèle	3 059	3 059	-	64	2 995
Dettes nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	1 880	1 880	-	-	1 880
Dettes nées des opérations de cession en réassurance cédées	1 115	1 115	-	-	1 115
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	64	64	-	64	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	25 092	25 050	-	21 633	3 417

5.3.2 RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR MODÈLE DE VALORISATION

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en millions d'euros)	30.06.2017				Total
	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :	Valorisation fondée sur des données observables :	Valorisation fondée sur des données non observables :		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actifs disponibles à la vente	188 186	38 772	1 110		228 068
Actions et autres titres à revenus variables	17 794	6 652	871		25 317
Obligations et autres titres à revenus fixes	170 392	32 120	239		202 751
Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option (hors UC)	35 301	9 379	3 470		48 150
Actions et autres titres à revenus variables	9 017	3 738	3 403		16 158
Obligations et autres titres à revenus fixes	26 284	5 641	67		31 992
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option UC	36 449	20 274	17		56 739
Actions et autres titres à revenus variables	27 393	7 291	1		34 685
Obligations et autres titres à revenus fixes	9 056	12 983	16		22 054
Immobilier de placement	-	-	-		-
Instruments dérivés	-	1 694	(10)		1 684
TOTAL ACTIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	259 936	70 119	4 587		334 641
Transferts issus du Niveau 1	-	1	-		1
Transferts issus du Niveau 2	-	-	-		-
Transferts issus du Niveau 3	5	-	-		5
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX	5	1	-		6

(en millions d'euros)	31.12.2016				Total
	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :	Valorisation fondée sur des données observables :	Valorisation fondée sur des données non observables :		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actifs disponibles à la vente	190 037	38 172	1 264		229 473
Actions et autres titres à revenus variables	18 701	6 510	1 021		26 232
Obligations et autres titres à revenus fixes	171 336	31 662	243		203 241
Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option (hors UC)	29 787	10 524	3 201		43 512
Actions et autres titres à revenus variables	8 096	3 778	3 134		15 008
Obligations et autres titres à revenus fixes	21 691	6 746	67		28 504
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option UC	32 441	19 989	2		52 432
Actions et autres titres à revenus variables	24 064	5 606	-		29 670
Obligations et autres titres à revenus fixes	8 377	14 383	2		22 762
Immobilier de placement	-	-	-		-
Instruments dérivés	-	1 759	(10)		1 749
TOTAL ACTIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	252 265	70 444	4 457		327 166
Transferts issus du Niveau 1	-	7 656	7		7 663
Transferts issus du Niveau 2	870	-	276		1 146
Transferts issus du Niveau 3	-	898	-		898
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX	870	8 554	283		9 707

Variations des soldes des actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

La réconciliation entre les soldes d'ouverture et de clôture des actifs financiers à la juste valeur évalués selon le niveau 3 est présentée dans les tableaux ci-dessous.

Actifs disponibles à la vente

<i>(en millions d'euros)</i>	Actions et autres titres à revenus variables	Obligations et autres titres à revenus fixes	Total Actifs disponibles à la vente
SOLDES AU 31 DÉCEMBRE 2016	1 021	243	1 264
Gains et pertes de la période :	(177)	1	(176)
Comptabilisés par résultat	-	-	-
Comptabilisés par capitaux propres	(177)	1	(176)
Achats de la période	554	7	561
Ventes de la période	(525)	(7)	(529)
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Transferts	-	(5)	(5)
vers niveau 3	-	-	-
hors niveau 3	-	(5)	(5)
Variation de périmètre	-	(3)	(3)
SOLDES AU 30 JUIN 2017	874	236	1 110

Actifs à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	Actions et autres titres à revenus variables	Obligations et autres titres à revenus fixes	Total actifs à la juste valeur par résultat par nature ou sur option
SOLDES AU 31 DÉCEMBRE 2016	3 134	67	3 201
Gains et pertes de la période :	71	-	71
Comptabilisés par résultat	71	-	71
Comptabilisés par capitaux propres	-	-	-
Achats de la période	666	-	666
Ventes de la période	(468)	-	(468)
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
vers niveau 3	-	-	-
hors niveau 3	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-
SOLDES AU 30 JUIN 2017	3 403	67	3 470

Actifs financiers en unités de compte

(en millions d'euros)	Actions et autres titres à revenus variables	Obligations et autres titres à revenus fixes	Total actifs financiers en UC
SOLDES AU 31 DÉCEMBRE 2016	-	2	2
Gains et pertes de la période :	-	5	5
Comptabilisés par résultat	-	5	5
Comptabilisés par capitaux propres	-	-	-
Achats de la période	1	11	12
Ventes de la période	-	(1)	(1)
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
vers niveau 3	-	-	-
hors niveau 3	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-
SOLDES AU 30 JUIN 2017	1	16	17

PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

(en millions d'euros)	30.06.2017			
	Total	Prix cotés sur des marchés actifs des instruments identiques :	Valorisation fondée sur des données observables :	Valorisation fondée sur des données non observables :
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Instruments dérivés de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur Option	6 019	6 019	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR	6 019	6 019	-	-
Transferts issus du niveau 1	-	-	-	-
Transferts issus du niveau 2	-	-	-	-
Transferts issus du niveau 3	-	-	-	-
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX	-	-	-	-

(en millions d'euros)	31.12.2016			
	Total	Prix cotés sur des marchés actifs des instruments identiques :	Valorisation fondée sur des données observables :	Valorisation fondée sur des données non observables :
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Instruments dérivés de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur Option	5 803	5 803	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR	5 803	5 803	-	-
Transferts issus du niveau 1	-	-	-	-
Transferts issus du niveau 2	-	-	-	-
Transferts issus du niveau 3	-	-	-	-
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX	-	-	-	-

5.4 Exposition au risque souverain

Compte-tenu du contexte économique confirmant les difficultés de certains pays de la zone euro à maîtriser leurs finances publiques, l'exposition du groupe Crédit Agricole Assurances sur certains pays européens est présentée ci-après.

L'exposition à la dette souveraine correspond à la valeur au bilan avant application des mécanismes propres à l'assurance vie de partage entre assureurs et assurés.

(en millions d'euros)	30.06.2017	31.12.2016
Italie	6 017	6 012
Espagne	1 022	1 036
Irlande	584	612
Portugal	5	3
Grèce	-	-
TOTAL EXPOSITION	7 628	7 663

5.5 Provisions pour dépréciation des actifs

PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

(en millions d'euros)	31.12.2016	Variation périmètre	Dotations / HausSES	Reprises / Diminutions	Ecart de conversion	Autres variations	30.06.2017
Dépréciations sur titres détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations des actions et autres titres à revenus variables	(756)	-	(27)	48	-	-	(735)
Dépréciations des obligations et autres titres à revenus fixes	(2)	-	-	-	-	-	(2)
Dépréciations sur actifs disponibles à la vente	(758)	-	(27)	48	-	-	(737)
Dépréciations sur immeubles de placement (coût amorti)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS	(758)	-	(27)	48	-	-	(737)

5.6 Co-entreprises et entreprises associées

INFORMATIONS FINANCIERES DES CO-ENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIEES

Au 30 juin 2017, la valeur de mise en équivalence des entreprises associées s'élève à 3 099 millions d'euros.

Crédit Agricole Assurances a par ailleurs mis en œuvre l'approche simplifiée permise par la norme IAS 28 pour la mise en équivalence de deux OPCVM sur lesquels elle exerce un contrôle conjoint (CNP ACP OBLIG et CNP ACP 10 FCP) : ces

deux co-entreprises sont ainsi évaluées à la juste valeur par résultat conformément à IAS 39.

Crédit Agricole Assurances détient des intérêts dans trois coentreprises et huit entreprises associées.

Les entreprises associées et co-entreprises significatives sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s'agit des principales entreprises associées et co-entreprises qui composent la « valeur de mise en équivalence au bilan ».

(en millions d'euros)	30.06.2017						
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du groupe	Quote part de résultat net	Quote part de capitaux propres	Ecart d'acquisition
Co-entreprises							
FONCIERE HYPERSUD	51	13	46	-	2	13	-
Entreprises associées							
RAMSAY - GENERALE DE SANTE	38	423	461	-	9	165	258
INFRA FOCH TOPCO	37	91	168	(26)	18	(50)	141
ALTAREA	25	502	793	(43)	39	404	97
KORIAN	23	485	544	(11)	22	448	37
EUROSIC	18	403	459	(21)	42	394	9
FREY	18	56	57	(2)	4	55	1
SCI CARGO PROPERTY HOLDING	31	176	161	(1)	-	176	-
ICADE	19	950	1 050	(17)	4	581	369
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les entités mises en équivalence		3 099	3 739	(121)	140	2 186	912

(en millions d'euros)	31.12.2016						
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du groupe	Quote part de résultat net	Quote part de capitaux propres	Ecart d'acquisition
Co-entreprises							
FONCIERE HYPERSUD	51	11	44	-	(4)	11	-
Entreprises associées							
RAMSAY - GENERALE DE SANTE	38	412	459	-	14	154	258
INFRA FOCH TOPCO	37	92	168	(26)	10	(49)	141
ALTAREA	27	498	740	(39)	17	395	104
KORIAN	24	490	529	(11)	10	451	38
EUROSIC	24	385	327	(14)	57	377	9
FREY	20	39	45	(1)	4	38	-
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les entités mises en équivalence		1 927	2 312	(91)	108	1 377	550

La valeur boursière figurant dans les tableaux ci-dessus correspond à la cotation des titres sur le marché au 30 juin 2017. Cette valeur peut ne pas être représentative de la valeur de réalisation puisque la valeur d'utilité des

entreprises mises en équivalence peut être différente de la valeur de mise en équivalence déterminée en conformité avec IAS 28.

5.7 Capitaux propres

COMPOSITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2017

La répartition du capital et des droits de vote

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	149 040 361	99,99	100
Autres	6	0,01	-
Total	149 040 367	100,00	100

La valeur nominale des actions est de 10 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

5.8 Dettes de financement

DETTES SUBORDONNÉES

(en millions d'euros)	30.06.2017	31.12.2016
Dettes subordonnées à durée déterminée	3 735	3 693
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1 197	1 160
TOTAL	4 932	4 853

CHARGES DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	30.06.2017	30.06.2016
Emprunts TSR	(83)	(40)
Emprunts TSDI	(37)	(37)
Autres charges de financement	(20)	(20)
CHARGES DE FINANCEMENT	(140)	(97)

5.9 Passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers

PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS À DES CONTRATS D'ASSURANCE

Les contrats d'assurance dont les passifs techniques sont présentés ci-dessous sont les contrats en vertu desquels l'assureur porte un risque d'assurance significatif.

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2017		
	Bruts de réassurance	Cédés	Nets de réassurance
Provisions pour primes non acquises	2 167	172	1 995
Provisions pour sinistres	3 802	443	3 359
Provisions pour participation aux bénéfices	-	-	-
Provisions pour insuffisance des passifs	-	-	-
Autres provisions	1 785	413	1 372
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance non vie	7 754	1 028	6 726
Provisions pour primes non acquises	947	144	803
Provisions mathématiques	125 011	423	124 588
Provisions pour sinistres	1 327	43	1 284
Provisions pour participation aux bénéfices	5 024	-	5 024
Provisions pour insuffisance des passifs	9	-	9
Autres provisions	161	3	158
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance vie	132 479	613	131 866
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance UC	49 027	-	49 027
TOTAL DES PASSIFS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE	189 259	1 641	187 619

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2016		
	Bruts de réassurance	Cédés	Nets de réassurance
Provisions pour primes non acquises	1 663	127	1 536
Provisions pour sinistres	3 535	391	3 144
Provisions pour participation aux bénéfices	-	-	-
Provisions pour insuffisance des passifs	-	-	-
Autres provisions	1 730	401	1 329
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance non vie	6 928	919	6 009
Provisions pour primes non acquises	891	140	750
Provisions mathématiques	121 654	395	121 259
Provisions pour sinistres	1 214	38	1 176
Provisions pour participation aux bénéfices	3 796	-	3 796
Provisions pour insuffisance des passifs	9	-	9
Autres provisions	166	3	164
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance vie	127 730	576	127 154
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance UC	45 092	-	45 093
TOTAL DES PASSIFS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE	179 750	1 495	178 256

PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS À DES CONTRATS FINANCIERS

Les contrats financiers dont les passifs techniques sont présentés ci-dessous sont des contrats qui n'exposent pas l'assureur à un risque d'assurance significatif. Ils sont régis par la norme IFRS 4 lorsqu'ils prévoient une participation aux bénéfices discrétionnaire et par la norme IAS 39 lorsqu'ils n'en prévoient pas.

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2017		
	Bruts de réassurance	Cédés	Nets de réassurance
Provisions mathématiques	92 071	-	92 071
Provisions pour sinistres	1 856	-	1 856
Provisions pour participation aux bénéfices	3 999	-	3 999
Provisions pour insuffisance des passifs	12	-	12
Autres provisions	20	-	20
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement en euros avec participation discrétionnaire	97 958	-	97 958
Provisions mathématiques	58	-	58
Provisions pour sinistres	-	-	-
Autres provisions	-	-	-
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement en euros sans participation discrétionnaire	58	-	58
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement dont le risque financier est supporté par l'assuré, avec participation discrétionnaire	4 176	-	4 176
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement dont le risque financier est supporté par l'assuré, sans participation discrétionnaire	3 682	-	3 682
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC	7 858	-	7 858
TOTAL DES PASSIFS TECHNIQUES DES CONTRATS FINANCIERS	105 874	-	105 874

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2016		
	Bruts de réassurance	Cédés	Nets de réassurance
Provisions mathématiques	94 545	-	94 545
Provisions pour sinistres	1 790	-	1 790
Provisions pour participation aux bénéfices	3 362	-	3 362
Provisions pour insuffisance des passifs	11	-	11
Autres provisions	21	-	21
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement en euros avec participation discrétionnaire	99 729	-	99 729
Provisions mathématiques	80	-	80
Provisions pour sinistres	1	-	1
Autres provisions	-	-	-
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement en euros sans participation discrétionnaire	81	-	81
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement dont le risque financier est supporté par l'assuré, avec participation discrétionnaire	3 838	-	3 838
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement dont le risque financier est supporté par l'assuré, sans participation discrétionnaire	3 588	-	3 588
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC	7 426	-	7 426
TOTAL DES PASSIFS TECHNIQUES DES CONTRATS FINANCIERS	107 236	-	107 236

5.10 Participation aux bénéfices différée nette

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2017	31.12.2016
PB/ Réévaluation actifs JV par résultat	74	324
PB/ Réévaluation actifs JV par réserve (titres AFS)	(17 108)	(18 830)
PB / autres retraitements	(2 466)	(2 520)
PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE NETTE	(19 500)	(21 026)

NOTE 6 Notes relatives au compte de résultat**6.1** Analyse du chiffre d'affaires - Chiffre d'affaires par segment d'activité

(en millions d'euros)		30.06.2017		
		France	International	Total
Epargne / Retraite	Epargne	9 969	2 012	11 981
	Retraite	139	2	140
	PERP	113	-	113
Protection des personnes	Emprunteurs	773	248	1 020
	Prévoyance	584	15	599
	Collective	103	-	103
Protection des biens	Dommages	2 201	72	2 273
	Autres (services à la personne, réassurance)	41	2	42
Total		13 921	2 351	16 272

(en millions d'euros)		30.06.2016		
		France	International	Total
Epargne / Retraite	Epargne	10 056	2 246	12 302
	Retraite	658	1	660
	PERP	122	-	122
Protection des personnes	Emprunteurs	724	243	967
	Prévoyance	564	6	570
	Collective	56	-	56
Protection des biens	Dommages	2 023	68	2 091
	Autres (services à la personne, réassurance)	32	32	64
Total		14 236	2 596	16 832

6.2 Produits des placements nets de charges des placements (y compris dividendes)

(en millions d'euros)	30.06.2017					
	Revenus des placements	Charges des placements	Plus et moins-values réalisées sur placements nettes de reprise de provisions	Variation des provisions sur placements	Variation des justes valeurs	Total
Actifs détenus à l'échéance	232	-	-	-	-	232
Actifs disponibles à la vente	3 075	(3)	1 290	(27)	(65)	4 270
Actifs détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-
Actifs à la juste valeur par résultat sur option	329	-	-	-	1 602	1 931
Immeubles de placement	95	(2)	-	(1)	-	92
Prêts et créances	79	(9)	-	-	-	70
Instruments dérivés	11	(26)	-	-	82	67
Investissements dans les entreprises associées et co-entreprises	108	-	-	-	-	108
Autres	122	(286)	-	-	-	(164)
TOTAL	4 051	(326)	1 290	(28)	1 619	6 606

(en millions d'euros)	30.06.2016					
	Revenus des placements	Charges des placements	Plus et moins-values réalisées sur placements nettes de reprise de provisions	Variation des provisions sur placements	Variation des justes valeurs	Total
Actifs détenus à l'échéance	284	-	-	-	-	284
Actifs disponibles à la vente	3 146	(4)	532	(198)	-	3 477
Actifs détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-
Actifs à la juste valeur par résultat sur option	362	-	-	-	(1 034)	(671)
Immeubles de placement	95	(1)	2	(1)	-	95
Prêts et créances	70	(1)	-	-	44	113
Instruments dérivés	11	(2)	-	-	(113)	(104)
Investissements dans les entreprises associées et co-entreprises	64	-	-	-	-	64
Autres	97	(289)	-	-	-	(193)
TOTAL	4 129	(296)	534	(199)	(1 102)	3 066

6.3 Charges des prestations des contrats

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2017				
	Contrats d'assurance vie	Contrats financiers rattachés à IFRS 4	Total assurance vie	Contrats d'assurance non vie	Total
Charges des prestations	(4 518)	(5 897)	(10 415)	(1 421)	(11 836)
Variation des provisions d'assurance	(7 409)	2 194	(5 215)	(267)	(5 482)
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	(1 080)	(788)	(1 868)	-	(1 868)
Variation des provisions pour PB différée	-	-	(184)	-	(184)
Variation des provisions pour insuffisance des passifs	-	1	1	-	1
Variation des autres provisions techniques	16	-	16	(55)	(39)
CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS	(12 991)	(4 490)	(17 665)	(1 743)	(19 408)

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2016				
	Contrats d'assurance vie	Contrats financiers rattachés à IFRS 4	Total assurance vie	Contrats d'assurance non vie	Total
Charges des prestations	(4 444)	(5 640)	(10 084)	(1 321)	(11 405)
Variation des provisions d'assurance	(5 368)	1 200	(4 169)	(197)	(4 365)
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	(702)	(663)	(1 365)	1	(1 364)
Variation des provisions pour PB différée	-	-	586	-	586
Variation des provisions pour insuffisance des passifs	-	(2)	(2)	-	(2)
Variation des autres provisions techniques	14	-	14	(56)	(42)
CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS	(10 500)	(5 105)	(15 020)	(1 573)	(16 592)

6.4 Charge d'impôt

DÉTAIL DE LA CHARGE D'IMPÔT GLOBALE

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2017	30.06.2016
Impôts courants	(77)	(202)
Impôts différés	(108)	(58)
CHARGE D'IMPÔT TOTALE	(184)	(260)

NOTE 7 Périmètre de consolidation

Restrictions sur les entités contrôlées

Des dispositions réglementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité de Crédit Agricole Assurances à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de Crédit Agricole Assurances.

CONTRAINTES RÉGLEMENTAIRES

Les filiales de Crédit Agricole Assurances sont soumises à la réglementation prudentielle et à des exigences de fonds propres réglementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs à Crédit Agricole Assurances.

CONTRAINTES LÉGALES

Les filiales de Crédit Agricole Assurances sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions réglementaires mentionnées ci-avant.

CONTRAINTES SUR LES ACTIFS REPRÉSENTATIFS DES CONTRATS EN UNITÉS DE COMPTE

Les actifs figurant au bilan des filiales d'assurance sont essentiellement détenus en vue de satisfaire leurs obligations envers les assurés. Le transfert d'actifs à d'autres entités est possible dans le respect des dispositions légales. Toutefois, en cas de transfert, une partie du résultat généré par ce transfert doit être reversée aux assurés.

Soutien financier apporté aux entités structurées contrôlées

Crédit Agricole Assurances n'a accordé aucun soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 30 juin 2017.

Participations ne donnant pas le contrôle

Il n'a pas été identifié de filiale dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du Groupe ou du palier ou dont le total bilan détenu par les participations ne donnant pas le contrôle est significatif.

Évolution du périmètre

L'entité CAAS est le nouvel employeur commun des entités CAA, CAAGIS, CACI et Predica. Cette entité est entrée dans le périmètre de consolidation en intégration globale au 1^{er} avril 2017.

Icade et la SCI Cargo Property Holding entrent dans le périmètre de consolidation par mise en équivalence au 30 juin 2017.

Au 30 juin 2017, 155 fonds UC sont consolidés, représentant 6 019 millions d'euros d'intérêts minoritaires comptabilisés dans le poste « dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés » au passif du bilan. La variation des « dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés » entre le 31 décembre 2016 et le 30 juin 2017 s'explique par des mouvements de périmètre et par la variation de valorisation des fonds en 2017.

Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016		
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt	
Société mère							
CREDIT AGRICOLE ASSURANCES	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
Holdings							
CREDIT AGRICOLE CREDITOR INSURANCE	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
SPACE HOLDING	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %	
SPACE LUX	Luxembourg	IG	100%	100%	100 %	100 %	
Sociétés d'Assurance							
PREDICA	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
LA MEDICALE DE FRANCE	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
PACIFICA	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
CALIE	Luxembourg	IG	94%	94%	94 %	94 %	
SPIRICA	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
GNB SEGUROS (Anciennement BES SEGUROS)	Portugal	IG	50%	50%	50 %	50 %	
CA VITA	Italie	IG	100%	100%	100 %	100 %	
FINAREF RISQUES DIVERS	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
FINAREF VIE	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
CACI LIFE	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %	
CACI NON LIFE	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %	
CA LIFE JAPAN	Japon	IG	100%	100%	100 %	100 %	
CA ASSICURAZIONI	Italie	IG	100%	100%	100 %	100 %	
CA LIFE GREECE	Grèce	IG	100%	100%	100 %	100 %	
ASSUR&ME	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
Sociétés de Réassurance							
CACI REINSURANCE	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %	
CREDIT AGRICOLE REINSURANCE S.A	Luxembourg	Non	0%	0%	100 %	100 %	
Divers							
VIAVITA	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
CAAGIS	France	IG	100%	100%	50 %	50 %	
CACI GESTION	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
CREDIT AGRICOLE ASSURANCES SOLUTIONS	France	IG	100%	100%	0%	0%	
RAMSAY - GENERALE DE SANTE	France	MEE	38%	38%	38 %	38 %	
INFRA FOCH TOPCO	France	MEE	37%	37%	37 %	37 %	
ALTAREA	France	MEE	25%	25%	27 %	27 %	
KORIAN	France	MEE	23%	23%	24 %	24 %	
EUROSIC	France	MEE	18%	18%	24 %	24 %	
FREY	France	MEE	18%	18%	20 %	20 %	
SCI CARGO PROPERTY HOLDING	France	MEE	31%	31%	0%	0%	
ICADE	France	MEE	19%	19%	0%	0%	
FONCIERE HYPERSUD	France	MEE	51%	51%	51 %	51 %	
PREDIPARK	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
SA RESICO	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
EMII (EUROPEAN MOTORWAY INVESTMENTS 1)	Luxembourg	IG	60%	60%	60 %	60 %	
OPCVM							
FEDERAL FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
GRD 2 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
GRD 3 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
GRD 4 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
GRD 5 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
GRD 7 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	
GRD 10 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %	

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
GRD 12 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 14 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 16 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 17 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 18 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 19 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 20 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 11 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREDIQUANT A1 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREDIQUANT A2 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREDIQUANT A3 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
BFT OPPORTUNITES FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CA-EDRAM OPPORTUNITES FCP 3DEC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA 2005 PART A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA 2006 PART A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA 2007 A 3DEC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA 2007 C2	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA 2008 A1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA 2008 COMP BIS A2	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA 2008 COMPAR TER A3	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR ROOSEVELT INVESTISSEMENT PARTS A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 1 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 8 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 9 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA 2010 A1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA 2010 A2	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA 2010 A3	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA INFR 2006-2007 A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA SECONDAIRE I PART A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA SECONDAIRE I PART B	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREDIQUANT OPPORTUNITES	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREDIQUANT STRATEGIES	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR CAA COMPARTIMENT 1 PART A1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR CAA COMPART BIS PART A2	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR CAA COMP TER PART A3	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA SECONDAIRES II A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA SECONDAIRES II B	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR UI CAP SANTE A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA FRANCE CROISSANCE 2 A FCPR	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA PRIV. FINANC. COMP. 1 A1 FIC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA PRIV. FINANC. COMP. 2 A2 FIC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR UI CAP AGRO	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR CAA 2013	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCPR PREDICA SECONDAIRE III A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OBJECTIF LONG TERME	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA 2013 FCPR B1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA 2013 FCPR C1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA 2013 FCPR D1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
CAA 2013 COMPARTIMENT 5 A5	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA 2013-3	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LRP-CPT JANVIER 2013 .030 13-21 11/1:00 AM	Luxembourg	IG	84%	84%	84 %	84 %
AMUNDI GRD 22 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 13 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 21 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD 23	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA 2013-2	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA 2014 COMPARTIMENT 1 PART A1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA 2014 INVESTISSEMENT PART A3	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCT MID CAP 2 05/12/22	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD TOBAM AB A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCT CAREPTA - COMPARTIMENT 2014-1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCT CAREPTA - COMPARTIMENT 2014-2	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CNP ACP OBLIG	France	MEE	50%	50%	50 %	50 %
CNP ACP 10 FCP	France	MEE	50%	50%	50 %	50 %
CORSAIR 1.5255% 25/04/35	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
AGRICOLE RIVAGE DETTE	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN 1.24% 25/04/35	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA 2015 CPT 1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA 2015 CPT 2	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAREPTA RE-2015 -1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
ARTEMID	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
F CORE EU CR 19 MM	France	IG	44%	44%	44 %	44 %
CA VITA PRIVATE EQUITY CHOISE PARTS PART A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CA VITA INFRASTRUCTURE CHOISE FIPS c.I. A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
IAA CROISSANCE INTERNATIONALE	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAREPTA 2016	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA 2016	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA INFRASTRUCTURE	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CA VITA PRIVATE DEBT CHOICE FIPS c.I.A	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA SECONDAIRE IV	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCT BRIDGE 2016-1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAREPTA R 2016	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FCT CAREPTA 2-2016	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREDIQUANT EUROCROISSANCE A2	France	IG	99%	99%	100 %	100 %
FPCI COGENERATION FRANCE I	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CAA INFRASTRUCTURE 2017	France	IG	100%	100%	0%	0%
CAA PE 2017 (CAA PRIVATE EQUITY 2017)	France	IG	100%	100%	0%	0%
CAA PE 2017 BIS (CAA PRIVATE EQUITY 2017 BIS)	France	IG	100%	100%	0%	0%
CAA PE 2017 France INVESTISSEMENT (CAA PRIVATE EQUITY 2017 MEZZANINE)	France	IG	100%	100%	0%	0%
CAA PE 2017 MEZZANINE (CAA PRIVATE EQUITY 2017 MEZZANINE)	France	IG	100%	100%	0%	0%
CAA PE 2017 TER CONSO (CAA PRIVATE EQUITY 2017 TER)	France	IG	100%	100%	0%	0%
GRD 44	France	IG	100%	100%	0%	0%
GRD 44 N2	France	IG	100%	100%	0%	0%
GRD 54	France	IG	100%	100%	0%	0%
UI CAP SANTE 2	France	IG	100%	100%	0%	0%
CAA PR FI II C1 A1	France	IG	100%	100%	0%	0%
CORS FIN 1.52 10-38	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PURPLE PR 1.36 10-38	Luxembourg	IG	100%	100%	100 %	100 %

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
CORS FIN 251038	Luxembourg	IG	100%	100%	100 %	100 %
CORS FINA FLR 1038 serie 145	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
CORS FINA FLR 1038 serie 146	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PURP PR 1.093 10-38	Luxembourg	IG	100%	100%	100 %	100 %
Fonds UC						
LCL TRIPLE H AV J14	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
ACTICCIA VIE	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
OPTALIME FCP 3DEC	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
CA MASTER PATRIM.3D	France	IG	99%	99%	98 %	98 %
CA MASTER EUROPE 3D	France	IG	47%	47%	47 %	47 %
VENDOME INVEST.3DEC	France	IG	91%	91%	91 %	91 %
GRD IFC 97 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
GRD FCR 99 3DEC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OBJECTIF PRUDENCE	France	IG	88%	88%	95 %	95 %
OBJECTIF DYNAMISME	France	IG	100%	100%	99 %	99 %
GRD CAR 39	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OBJECTIF MEDIAN	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
ANTINEA	France	IG	62%	62%	54 %	54 %
MDF 89	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
AM.PULSACTIONS 3D	France	IG	58%	58%	57 %	57 %
LCL ALLOC.DYNAM.3D	France	IG	95%	95%	94 %	94 %
ATOUT FRANCE -C-3DEC	France	IG	42%	42%	41 %	41 %
ATOUT EUROPE -C- 3D	France	IG	82%	82%	81 %	81 %
ATOUT MONDE -C-3DEC	France	IG	88%	88%	88 %	88 %
FLORISS.DYNAM.3DEC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FLORIS.EQUIL.3DEC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FLORISS.EXPAN.3DEC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
FLORIS.PRUDEN.3DEC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CPR CONSOM ACT P 3D	France	IG	50%	50%	50 %	50 %
RSD 2006 3DEC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL MG.FL.0-100 3D	France	IG	81%	81%	81 %	81 %
LCL MGEST 60 3 DEC	France	IG	84%	84%	84 %	84 %
INVEST RESP S3 3D	France	IG	64%	64%	63 %	63 %
OPT.BEST TIM.II 3D	France	IG	94%	94%	87 %	87 %
ATOUT PREM'S ACT.3D	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
LCL SECUR.100 AV 3D	France	Non	0%	0%	99 %	99 %
ORIANCE VIE 3D	France	IG	98%	98%	100 %	100 %
AM.AFD AV.D.PI 3D	France	IG	74%	74%	73 %	73 %
RAVIE	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
AM.C.EU.ISR -P-3D	France	Non	0%	0%	62 %	62 %
ENIUM 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
ECOFI MULTI OPP.3D	France	IG	87%	87%	88 %	88 %
LCL FLEX 30	France	IG	70%	70%	67 %	67 %
AXA EUR.SM.CAP E 3D	France	IG	77%	77%	54 %	54 %
PREFER.RDM 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREF.RDM EXCLUS.3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CPR SILVER AGE P 3D	France	IG	45%	45%	43 %	43 %
EXPANSIA VIE 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL V.RDM 8 AV 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
EXPANSIA VIE 2 FCP	France	IG	100%	100%	100 %	100 %

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
LCL D.CAPT.JU.10 3D	France	IG	84%	84%	84 %	84 %
EXPANSIA VIE 3 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL F.S.AV.(S.10)3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
EMERITE 2 3DEC	France	IG	99%	99%	100 %	100 %
EXPANSIA VIE 4 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CPR REFL SOLID P 3D	France	IG	62%	62%	61 %	61 %
CPR REFL SOLID 3D	France	IG	96%	96%	97 %	97 %
SONANCE VIE 3DEC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OPALIA VIE 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL FSF.AV(F.11)3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
IND.CAP EMERG.-C-3D	France	IG	58%	58%	60 %	60 %
LCL F.S.F.AV.11 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SONANCE VIE 2 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OPALIA VIE 2 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL SEC.100(J.11)3D	France	IG	48%	48%	48 %	48 %
SONANCE VIE 3 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OPALIA VIE 3 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OPCIMMO -PREM O.-5D	France	IG	94%	94%	95 %	95 %
OPCIMMO -LCL OP.-5D	France	IG	94%	94%	93 %	93 %
DNA 0%11-231216 INDX	Luxembourg	Non	0%	0%	78 %	78 %
CPR RE.S.O-100 P 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CPR R.ST.O-100E.O-1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SONANCE VIE 4 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
AMUNDI PATRIMOINE C	France	IG	83%	83%	81 %	81 %
SONANCE VIE 5 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
DNA 0%12-240418 INDX	Luxembourg	IG	82%	82%	80 %	80 %
DNA 0% 23/07/18 EMTN INDX	Luxembourg	IG	78%	78%	77 %	77 %
DNA 0% 27/06/18 INDX	Luxembourg	IG	84%	84%	83 %	83 %
SELECTANCE 2017 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SONANCE VIE 6 3D	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL V RDM (N 12) 3D	France	IG	80%	80%	80 %	80 %
DNA 0% 21/12/20 EMTN	Luxembourg	IG	70%	70%	71 %	71 %
DNA 0% 21/12/2020	Luxembourg	IG	91%	91%	93 %	93 %
SOLIDARITE IN SANTE	France	IG	87%	87%	84 %	84 %
SONANCE VIE 7 3D	France	IG	97%	97%	97 %	97 %
SONANCE VIE N8 3D	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
AM GLOB. M MUL ASS P	France	IG	71%	71%	71 %	71 %
SONANCE VIE N9 C 3D	France	IG	98%	98%	98 %	98 %
AMUNDI EQ E IN AHEC	Luxembourg	IG	55%	55%	59 %	59 %
UNIPIERRE ASSURANCE (SCPI)	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI VICQ D'AZIR VELL	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM PLUS 0% 09-17 EMTN	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM PLUS PLC 0% 09-17 IND	Irlande	IG	99%	99%	99 %	99 %
PREMIUM PLUS PLC 0% 09-17	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
ATOUT VERT HOR.3DEC	France	IG	35%	35%	35 %	35 %
LCL DEVELOPPEM.PME C	France	IG	73%	73%	75 %	75 %
LCL T.H. AV(04/14) C	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
ACTICCIA VIE N2 C	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
AF INDEX EQ USA A4E	Luxembourg	IG	84%	84%	69 %	69 %
AF INDEX EQ JAPAN AE CAP	Luxembourg	IG	45%	45%	47 %	47 %
LCL ACT.USA ISR 3D	France	IG	52%	52%	50 %	50 %
ARC FLEXIBOND-D	France	IG	60%	60%	61 %	61 %
INDOSUEZ FLEXIBLE 100 C	France	IG	93%	93%	93 %	93 %
ACTIONS 50 3DEC	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL 4 HOR. AV 06/14	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL ACT.IMMOBI.3D	France	IG	48%	48%	76 %	76 %
LCL AC.DEV.DU.EURO	France	IG	51%	51%	49 %	49 %
LCL AC.EMERGENTS 3D	France	IG	47%	47%	50 %	50 %
LCL FDS ECH.MONE.3D	France	IG	84%	84%	85 %	85 %
ARAMIS PATRIM D 3D	France	IG	42%	42%	44 %	44 %
FONDS AV ECHUS NÂ^2	France	Non	0%	0%	98 %	98 %
LCL DOUBLE HORIZON AV (NOV.2014)	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL TRIPLE HORIZON AV (09 2014)	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
ACTICCIA VIE 3	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
LCL PREM VIE 2/4 C	France	IG	95%	95%	95 %	95 %
CONVERT.EURO.P.AE	Luxembourg	Non	0%	0%	59 %	59 %
AMUN.TRES.EONIA ISR E FCP 3DEC	France	IG	82%	77%	88 %	85 %
HMG GLOBETROTTER D	France	Non	0%	0%	57 %	57 %
AMUNDI TRANSM PAT C	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
TRIANANCE 6 ANS	France	IG	62%	62%	62 %	62 %
ACTICCIA VIE N4	France	IG	99%	99%	100 %	100 %
LCL TRIPLE HORIZON AV (JANV. 201	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
AMUNDI ACTIONS FRANCE C 3DEC	France	IG	60%	60%	50 %	50 %
LCL TRIPLE TEMPO AV (FEV.2015)	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
AMUNDI VALEURS DURAB	France	IG	57%	57%	52 %	52 %
CPR OBLIG 12 M.P 3D	France	IG	52%	52%	41 %	41 %
AMUNDI 12 M P	France	IG	74%	74%	80 %	80 %
AMUNDI HORIZON 3D	France	IG	66%	66%	65 %	65 %
ACTICCIA VIE 90 C	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL ACTIONS EURO C	France	IG	80%	80%	68 %	68 %
LCL 5 HOR.AV 0415 C	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
TRIALIS C	France	IG	67%	67%	67 %	67 %
LCL PREMIUM VIE 2015	France	IG	95%	95%	95 %	95 %
AF EQUI.GLOB.AHE CAP	Luxembourg	IG	91%	91%	88 %	88 %
AMUNDI OBLIG EURO C	France	IG	45%	45%	44 %	44 %
CPR RENAI.JAP.-P-3D	France	IG	61%	61%	56 %	56 %
AM AC FR ISR PC 3D	France	IG	50%	50%	46 %	46 %
BNP PAR.CRED.ERSC	France	IG	68%	68%	65 %	65 %
LCL 6 HORIZ. AV 0615	France	IG	100%	100%	100 %	100 %

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
INDOS.EURO.PAT.PD 3D	France	IG	46%	46%	46 %	46 %
CPR CROIS.REA.-P	France	IG	27%	27%	23 %	23 %
AM.AC.MINER.-P-3D	France	IG	44%	44%	45 %	45 %
FONDS AV ECHUS FIA A	France	Non utilisé	0%	0%	99 %	99 %
LCL PHOENIX VIE 2016	France	IG	94%	94%	94 %	94 %
LCL TRIP HORIZ SEP16	France	IG	78%	78%	78 %	78 %
AMUNDI 3 M P	France	Non utilisé	0%	0%	78 %	78 %
ACTICCIA VIE 90 N2	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL TEMPO 6 ANS AV (France	IG	100%	100%	100 %	100 %
TRIALIS 6 ANS	France	IG	68%	68%	68 %	68 %
LCL DBL HOR AV NOV15	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
TRIALIS 6 ANS N2 C	France	Non utilisé	0%	0%	61 %	61 %
ACTICCIA VIE 90 N3 C	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
LCL INVEST.EQ C	France	IG	92%	92%	92 %	92 %
LCL INVEST.PRUD.3D	France	IG	91%	91%	92 %	92 %
CPR GLO SILVER AGE P	France	IG	98%	98%	85 %	85 %
CPR EUROLAND P 3D	France	Non utilisé	0%	0%	50 %	50 %
ACTICCIA VIE 90 N4	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
TRIALIS 6 ANS N3 FCP	France	IG	60%	60%	60 %	60 %
LCL L.GR.B.AV 17 C	France	IG	100%	100%	0%	0%
LCL OPTIM VIE T 17 C	France	IG	97%	97%	0%	0%
LCL TRP HOZ AV 0117	France	IG	100%	100%	0%	0%
ACTICCIA VIE 90 N6 C	France	IG	100%	100%	0%	0%
FONDS AV ECHUS FIA C	France	IG	100%	100%	0%	0%
FONDS AV ECHUS FIA B	France	IG	99%	99%	0%	0%
LCL LATITUDE VIE17 C	France	IG	97%	97%	0%	0%
LCL 3 TEMPO AV 11/16	France	IG	100%	100%	0%	0%
AMUN TRESO CT PC 3D	France	IG	81%	81%	0%	0%
AM.ACT.EMER.-P-3D	France	IG	49%	49%	0%	0%
LCL MONETAIRE -C-	France	IG	44%	44%	0%	0%
SOLIDARITE AMUNDI P	France	IG	50%	50%	47 %	47 %
OPCI						
Nexus1	Italie	IG	100%	100%	100 %	100 %
OPCI Predica Bureau	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OPCI PREDICA HABITATION	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OPCI PREDICA COMMERCES	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OPCI CAMP INVEST	France	IG	80%	80%	80 %	80 %
OPCI IRIS INVEST 2010	France	IG	80%	80%	80 %	80 %
OPCI MESSIDOR	France	IG	94%	94%	94 %	94 %
OPCI CAA KART	France	Non utilisé	0%	0%	100 %	100 %
OPCI eco campus	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
OPCI MASSY BUREAUX	France	IG	100%	100%	100 %	100 %

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
Sociétés civiles immobilières						
SCI PORTE DES LILAS - FRERES FLAVIEN	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI LE VILLAGE VICTOR HUGO	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI BMEDIC HABITATION	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI FEDERALE VILLIERS	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI FEDERLOG	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI FEDERLONDRES	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI FEDERPIERRE	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI GRENIER VELLEF	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 1	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 100	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 101	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 3	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 12	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 81	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 148	France	IG	100%	100%	99 %	99 %
SCI IMEFA 102	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 103	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 104	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 105	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 107	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 108	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 109	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 11	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 110	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 112	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 113	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 115	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 116	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 117	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 118	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 120	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 121	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 122	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 123	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 126	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 128	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 129	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 13	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 131	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 17	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 18	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 20	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 32	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 33	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 34	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 35	France	IG	100%	100%	100 %	100 %

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
SCI IMEFA 36	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 37	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 38	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 39	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 4	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 42	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 43	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 44	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 47	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 48	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 5	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 51	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 52	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 54	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 57	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 58	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 6	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 60	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 61	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 62	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 63	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 64	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 67	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 68	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 69	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 72	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 73	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 74	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 76	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 77	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 78	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 79	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 80	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 82	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 84	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 85	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 89	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 91	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 92	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 96	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI MEDI BUREAUX	France	IG	100%	100%	100 %	100 %

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
SCI PACIFICA HUGO	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI FEDERALE PEREIRE VICTOIRE	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
SCI VAL HUBERT (SCPI)	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 132	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 22	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 83	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 25	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 140	France	IG	100%	100%	99 %	99 %
SCI IMEFA 8	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 16	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI CAMPUS MEDICIS ST DENIS	France	IG	70%	70%	70 %	70 %
SCI CAMPUS RIMBAUD ST DENIS	France	IG	70%	70%	70 %	70 %
SCI IMEFA 156	France	IG	90%	90%	90 %	90 %
SCI IMEFA 150	France	IG	100%	100%	99 %	99 %
SCI IMEFA 155	France	IG	100%	100%	99 %	99 %
SCI IMEFA 158	France	IG	100%	100%	99 %	99 %
SCI IMEFA 159	France	IG	100%	100%	99 %	99 %
SCI IMEFA 164	France	IG	100%	100%	99 %	99 %
SCI IMEFA 171	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
SCI IMEFA 170	France	IG	100%	100%	99 %	99 %
SCI IMEFA 169	France	IG	100%	100%	99 %	99 %
SCI IMEFA 168	France	IG	95%	95%	95 %	95 %
SCI IMEFA 166	France	IG	95%	95%	95 %	95 %
SCI IMEFA 157	France	IG	90%	90%	90 %	90 %
SCI IMEFA 167	France	IG	95%	95%	95 %	95 %
SCI IMEFA 172	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
SCI IMEFA 10	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 9	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 2	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
SCI IMEFA 173	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
SCI IMEFA 174	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
SCI IMEFA 175	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
SCI IMEFA 149	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
SCI IMEFA 176	France	IG	99%	99%	99 %	99 %
IMEFA 177	France	IG	99%	99%	0%	0%
IMEFA 178	France	IG	99%	99%	0%	0%
IMEFA 179	France	IG	99%	99%	0%	0%
SCI Holding Dahlia	France	IG	100%	100%	0%	0%
DS Campus	France	IG	100%	100%	0%	0%
Issy Pont	France	IG	75%	75%	0%	0%
Premium Green						
PREMIUM GREEN 4,72%/12-250927	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN TV2027	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GR 0% 28	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN 4,56%/06-21	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %

Périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole Assurances	Pays	Méthode	30.06.2017		31.12.2016	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
PREMIUM GREEN 4,52%/06-21 EMTN	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN TV 06/22	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN TV 06-16 EMTN	Irlande	Non consolidée	0%	0%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN TV07-17 EMTN	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN TV/23/052022 EMTN	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN PLC 4.30%2021	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN 4.33%06-29/10/21	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN 4.7% EMTN 08/08/21	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN 4.54% 06-13.06.21	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN 4.5575%21EMTN	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN TV 22	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN TV07/22	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN TV 26/07/22	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREMIUM GREEN TV 07/22	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREM GRE 1.53 04-35	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREM GRE 1.55 07-40	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREM GRE 0.51 10-38	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREGREEN 0.63 10/25/38 Corp	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREGREEN 1.095 10/25/38 Corp	Irlande	IG	100%	100%	100 %	100 %
Succursales						
CALIE EUROPE succursale France	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CALIE EUROPE succursale Pologne	Pologne	IG	100%	100%	100 %	100 %
CACI VIE succursale CACI LIFE	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CACI NON VIE succursale CACI NON LIFE	France	IG	100%	100%	100 %	100 %
CACI VITA succursale CACI LIFE	Italie	IG	100%	100%	100 %	100 %
CACI DANNI succursale CACI NON LIFE	Italie	IG	100%	100%	100 %	100 %
PREDICA-PREVOYANCE DIALOGUE DU CREDIT AGRICOLE succursale en Espagne	Espagne	IG	100%	100%	100 %	100 %

RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Période du 1er janvier au 30 juin 2017)

Crédit Agricole Assurances
50-56 rue de la Procession
75015 PARIS

Monsieur le Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Assurances et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés, celle-ci, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2017, tels que joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration.

Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes consolidés intermédiaires résumés.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les Informations Financières, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense le 28 juillet 2017

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Anik Chaumartin

Frédéric Trouillard-Mignen

ERNST & YOUNG et Autres

Olivier Durand

Pierre Planchon

ATTESTATION DU RESPONSABLE DES COMPTES CONSOLIDÉS

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image

fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation sur la période concernée.

Fait à Paris, le 2 août 2017

Frédéric Thomas, Directeur Général



Crédit Agricole Assurances, société anonyme au capital de 1 490 403 670 euros
Siège social : 50-56, rue de la Procession 75015 Paris - RCS Paris 451 746 077

www.ca-assurances.com